

# **STATUTS DU SYNDICAT À VOCATION SCOLAIRE CONCERNANT L'ÉCOLE MATERNELLE ET ÉLÉMENTAIRE INTERCOMMUNALE DE MONTDARDIER-BLANDAS-ROGUES**

## **Article 1- Composition**

Il est formé entre les communes de BLANDAS, ROGUES ET MONTDARDIER qui adhèrent aux présents statuts, un syndicat intercommunal à vocation unique qui prend le nom de **SIVU DU CAUSSE MONTDARDIER-BLANDAS-ROGUES**.

## **Article 2- Objet du syndicat**

Le syndicat a pour objet la gestion de l'école maternelle et élémentaire intercommunale de MONTDARDIER (garderie, restauration scolaire, charges de fonctionnement et investissement, entretien des locaux, projets pédagogiques, éducatifs et culturels dans le cadre scolaire et périscolaire).

## **Article 3- Siège social**

Son siège social est fixé : 133 rue de l'horloge, mairie de MONTDARDIER (30120)  
Le Comité syndical et le Bureau peuvent se réunir et délibérer, soit au siège social du syndicat, soit dans une commune membre. Le lieu de la réunion est expressément indiqué dans chaque convocation ainsi que dans les mesures de publicité la concernant.

## **Article 4- Durée**

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

## **Article 5- Mode de représentation des communes**

Le syndicat est administré par un Comité Syndical composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes selon les modalités suivantes : Deux délégués titulaires et un délégué suppléant par commune membre, qui désigneront un bureau.

## **Article 6- Fonctionnement du syndicat**

Le syndicat se réunit au moins deux fois par an.

Le président peut convoquer le comité syndical chaque fois qu'il le juge utile. Il devra le convoquer à la demande du tiers au moins de ses membres.

Les séances du comité syndical sont publiques.

Sur la demande du président ou de trois de ses membres, le comité syndical peut décider sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunisse à huis clos.

Le comité syndical pourra désigner en dehors de ses membres, le personnel nécessaire au fonctionnement du syndicat, lequel sera rétribué.

### **Article 7- Constitution et fonctionnement du bureau**

La composition du bureau est déterminée par le Comité Syndical conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT

Le comité peut confier au bureau le règlement de certaines affaires en lui donnant à cet effet une délégation dont il fixe les limites.

Lors de chaque réunion obligatoire, le président et le bureau rendent compte au comité syndical de leurs travaux.

Le mandat de membre du bureau prend fin en même temps que celui de délégué.

Le président exécute les décisions du comité et représente l'Établissement en justice, nomme le personnel du syndicat, passe les marchés, présente les budgets et les comptes au comité qui a seul qualité pour les voter et les approuver.

### **Article 8- Admission d'une nouvelle commune – Retrait d'une commune membre**

Le comité syndical délibère sur l'adhésion d'une nouvelle commune ou le retrait d'une commune membre.

Cette demande d'adhésion ou de retrait est ensuite soumise aux conseils municipaux des communes associées selon les dispositions des articles L.5211-18 et 5211-19 du CGCT.

Un arrêté préfectoral vient entériner l'adhésion ou le retrait d'une commune.

### **Article 9- Nomination du receveur**

Les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par le receveur désigné par le directeur départemental des finances publiques du Gard.

### **Article 10- Le budget du syndicat**

Le budget du syndicat comprend :

#### **- En recettes :**

- 1- Les contributions des communes associées. Cette contribution est fixée par le conseil syndical et établie pour chaque commune et pour chaque opération engagée par le syndicat.
- 2- Le revenu des biens meubles et immeubles du syndicat.
- 3- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu.
- 4- Les subventions de l'Europe, de l'État, de la Région, du Département et de Communes ou toutes aides publiques.
- 5- Les produits des dons et legs.

- 6- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondants aux services assurés.
- 7- Le produit des emprunts

**- En dépenses :**

- 1- Les frais d'administration du syndicat (dépenses de personnel et de matériel)
- 2- Les dépenses résultant des activités exercées par le syndicat en fonction des missions décrites à l'article 2 ci-dessus.

Les copies des budgets et des comptes du syndicat sont adressées chaque année aux communes membres.

### **Article 11- Gestion des dépenses**

**Les dépenses d'investissement** du groupe scolaire sont réparties pour chaque commune adhérente au prorata de la population INSEE réactualisée chaque année.

**Les dépenses de fonctionnement** seront calculées pour chaque commune adhérente au prorata de la population INSEE réactualisée chaque année.

### **Article 12- Personnel**

La mise à disposition des agents de mairie se fera au moyen d'une convention entre la commune mettant à disposition et le SIVU.

Cette convention précisera l'identité de chaque agent, la nature des activités exercées, les conditions d'emplois, ainsi que la quantité d'heures effectuées dans le cadre du SIVU.

Un accord écrit sera au préalable recueilli auprès des agents concernés par la convention de mise à disposition.

Au terme de l'année scolaire, un document intitulé « Répartition des frais d'emploi et de mise à disposition du personnel année N », sera transmis aux communes adhérentes du SIVU. Ce document fera apparaître le montant de la participation de chaque commune pour l'année scolaire concernée, au prorata de la population INSEE réactualisée chaque année.

### **Article 13- Règlement intérieur**

Un règlement intérieur préparé par le bureau est proposé au comité syndical.

### **Article 14- Règlement des conflits**

Si un litige survenait entre le syndicat et une ou plusieurs communes, qui n'ait pu être résolu de gré à gré au sein du bureau, le président sollicitera l'avis d'un expert en droit administratif ou de la Chambre Régionale des Comptes.

### **Article 15- Dissolution**

La dissolution relève des dispositions de l'article L.5212-33 du CGCT.

Le comité syndical arrête les modalités de dissolution, les communes les valident par délibérations concordantes.

La dissolution est prononcée par arrêté préfectoral

### **Article 16- Dispositions diverses**

Pour toute disposition qui ne serait pas prévue dans les statuts il sera fait application des dispositions du CGCT.

### **Article 17- Destinataires des présents statuts**

- La commune de MONTDARDIER
- La commune de BLANDAS
- La commune de ROGUES
- La **D**irection **A**cadémique des **S**ervices de l'**É**ducation **N**ationale